

Ce que nous avons entendu

« En ce qui concerne la Stratégie relative aux pêches autochtones, nous devons nous assurer que l'on s'occupe de tout monde et que personne ne soit laissé de côté en raison de l'isolement géographique. »

Apprendre à connaître les collectivités et leurs pêches

- Les participants comprenaient les membres de six différentes nations¹ et d'un conseil tribal représentant sept nations membres. Certaines nations comptent plusieurs collectivités.
- Les participants dirigent différents programmes de pêche communautaire, dont certains depuis le milieu des années 1980 et qui emploient plus d'une douzaine d'employés, alors que certains autres programmes ont été lancés que tout récemment et n'emploient qu'un ou deux employés.
 - Les membres pêchent le saumon rouge, quinnat, coho et arc-en-ciel, ainsi que le touladi et la truite. Certains pêchent également le saumon kokani.
- Les participants s'inquiètent que leurs voies navigables et leurs pêches subissent les répercussions d'autres industries, du changement climatique, de catastrophes environnementales, du poisson mis en valeur et des activités de pêche commerciale et récréative. *« Nous sommes pleinement conscients des répercussions et des changements qui touchent l'écosystème : les stocks de saumon diminuent rapidement. »* Quelques participants affirment que la diminution des stocks contraint les membres à pêcher à partir d'autres emplacements traditionnels. D'autres participants disent avoir remarqué que les périodes de montaison ont changé. Un participant se préoccupe aussi de l'impact de la diminution des stocks sur les grizzlis et la foresterie. *« Je pense qu'on ne parle pas assez du fait que l'écosystème aussi dépend du saumon rouge pour se nourrir. »*
 - L'une des nations profitait autrefois d'une importante montaison de saumon rouge, qui a toutefois été pratiquement décimée lorsque Pêches et Océans Canada a commencé à cibler cette montaison pour en reconstituer une autre à proximité. *« La dernière fois que nous avons pêché activement le saumon rouge, c'était il y a environ 18 ans. »* Une autre nation avait installé une pêcherie fixe dans un lac où les membres pêchaient, mais *« le Ministère nous a obligés à le défaire »*.
 - Certains participants sont d'avis que la pêche récréative empêche les poissons d'atteindre les zones estuariennes en quantité suffisante. *« Il y a beaucoup de blessures et de mortalité. Quelque chose doit être fait pour contrer l'impact de la pêche récréative sur la pêche alimentaire. C'est une question d'accès prioritaire. »*
 - Plusieurs s'inquiètent que les stocks sauvages subissent les répercussions des montaisons de poissons mis en valeur, même si les membres consomment de ce

¹Les commentaires de l'un des participants à cet atelier ont été recueillis lors d'une entrevue téléphonique le 26 octobre 2018.

poisson « *parce qu'il est plus vigoureux* ». Certains participants ont souligné des enjeux intertribaux au sujet des poissons faisant l'objet d'une mise en valeur dans le bassin versant. « *Nous allons devoir tenter de protéger les poissons qui traversent nos eaux. De véritables conflits pourraient en résulter. J'imagine déjà les affaires judiciaires que cela occasionnera entre les tribus.* »

Comprendre les besoins alimentaires, sociaux et rituels

« *Selon moi, le MPO ne respecte pas vraiment la loi en ce qui concerne le poisson de consommation. Si une collectivité a besoin de poisson, c'est qu'elle en a besoin – et le fait de tout devoir comptabiliser s'avère un véritable problème.* »

- Les participants indiquent que les pêches vivrières ne répondent pas aux besoins des collectivités et que plusieurs doivent acheter du poisson à l'extérieur. « *Certaines années sont meilleures que d'autres.* »
 - Par exemple, une collectivité s'était efforcée de conserver et de rétablir ses pêches alors qu'elle devait acheter du poisson de consommation auprès de pêcheurs commerciaux ou des nations voisines. Devant la diminution du nombre de saumons rouges, elle avait dû dépendre du saumon quinnat, dont le nombre avait aussi diminué, et elle avait dû se tourner vers le saumon coho. « *C'est la première année que les stocks de saumon coho sont si mal en point, et aucune pêche n'a répondu à nos besoins en poisson de consommation. Il y a beaucoup de colère au sein de la collectivité.* » Les participants trouvent que les pêcheurs commerciaux n'ont pas respecté les ententes d'achat pour « *faire plus de profits commerciaux* », et se demandent si le programme de la Stratégie relative aux pêches autochtones pourrait encadrer de telles ententes.
 - Une autre collectivité qui commerçait par le passé avec les nations avoisinantes pour leur poisson de consommation a aussi conclu des ententes pour la pose de filets dans ses eaux. « *Cette année, nous avons dû échanger du bois de chauffage contre du poisson.* » Elle doit maintenant se concentrer sur la conservation parce que les poissons sont « *pratiquement partis* » de son territoire. « *Les enfants savent que nous devons les conserver. Ils comprennent qu'il ne faut pas toucher aux poissons qui entrent dans les criques.* »
- Un participant indique que sa collectivité croyait pouvoir satisfaire ses besoins en poisson de consommation cette année, mais la pêche a commencé trop tard parce que le Ministère a tardé à remplir les documents, et « *nous avons finalement pêché à peine 10 à 20 % de ce qui était prévu* ». D'autres participants indiquent que leur collectivité pêche tout le poisson dont elle a besoin pour se nourrir, peu importe les allocations fixées. « *On s'en fiche – on prend ce dont on a besoin.* »
- Même si les allocations de poisson de consommation ne font pas partie de la portée de l'examen technique du programme, certains participants ont soulevé la question,
 - l'un d'eux étant d'avis qu'il ne s'agit pas d'une question de politique. « *Il s'agit en tout cela de questions techniques. Le MPO a sacrifié notre montaison au profit d'une autre, dont la situation est d'ailleurs encore pire aujourd'hui. Le MPO a appuyé cette mesure sur des données techniques.* »

- Un autre participant s'inquiète du fait que les politiques d'allocation ne tiennent pas compte des populations hors réserve. « *On fait beaucoup de partage pour fournir le poisson de consommation à ces membres.* »

Comprendre les ententes

- Presque tous les participants ont conclu des ententes dans le cadre de la Stratégie relative aux pêches autochtones, dont quelques-uns par l'entremise d'un conseil tribal. Une certaine collectivité avait d'abord conclu une entente avec deux autres nations, mais, à la suite d'une importante affaire judiciaire, cette entente a été « *divisée en trois selon le nombre d'habitants* ». Une autre collectivité voudrait conclure une entente individuelle pour pouvoir dénombrer les poissons dans ses rivières et ses ruisseaux et en apprendre davantage sur le poisson.
- Les participants s'inquiètent du fait que le financement du programme demeure inchangé « *alors que les coûts de fonctionnement et de carburant ont vraiment changé* ». Certains soulignent également que les ententes sont signées trop tard dans l'année.
- Quelques participants ont de la difficulté à élaborer une entente. L'un d'eux est d'avis que les règlements du Ministère rendent cette tâche plus difficile. Aux yeux d'un autre participant, le programme est lié à des politiques et des principes qui n'ont pas encore été mis en œuvre, dont la Politique concernant le saumon sauvage et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Comprendre les composantes techniques des ententes

« *Toutes les activités techniques répondent aux objectifs de la Stratégie relative aux pêches autochtones.* »

- La plupart des participants mènent des activités de collecte de données, d'évaluation des stocks et de surveillance des prises et des pêches qui sont financées dans le cadre d'une entente. Deux d'entre eux n'exercent que des activités d'évaluation des stocks et de surveillance des prises, mais souhaiteraient aussi que la collecte de données soit financée dans le cadre d'une entente.
 - Plusieurs voudraient procéder à une évaluation plus exhaustive des stocks. « *Pour faire l'évaluation des stocks de saumon, il nous faut obtenir l'argent ailleurs – la SRAPA n'en finançant qu'une partie, même si le MPO a besoin de ces données pour bien gérer les pêches.* »
 - D'autres souhaitent pouvoir participer davantage à l'analyse des données, au lieu de seulement avoir à collecter les données. « *Le MPO garde toutes les données.* »
 - L'un des participants ne veut pas avoir à mener les activités de surveillance des prises et des pêches. « *Il nous faudrait mieux comprendre comment le MPO utilise ces données et en quoi elles peuvent profiter à notre collectivité. Cela répond probablement davantage aux besoins du MPO.* »
- La plupart des participants emploient des techniciens des pêches pour effectuer le travail technique prévu dans leur entente et pour les autres activités financées par d'autres moyens. Quelques-uns emploient également des biologistes.
 - L'un des participants remarque que dans les collectivités, le programme permet uniquement de financer le travail de surveillance des prises et des pêches à temps

partiel, ce qui cause des problèmes de maintien en poste et un manque de couverture dans les régions éloignées. « *Certaines régions sont si éloignées qu'il est impossible pour des employés à temps partiel d'y travailler, car leurs heures de travail serviraient à peine à s'y rendre.* » Ce participant a recours à un programme d'intendance à l'échelon local pour stimuler le travail de surveillance des prises.

- Certains participants effectuent des travaux de restauration et de réhabilitation de l'habitat, mais ces activités sont financées par d'autres partenariats ou leurs propres sources de revenus. D'autres participants aimeraient effectuer des travaux de restauration et de surveillance de l'habitat, mais n'ont pas les fonds nécessaires pour le faire. L'un d'entre eux a demandé à plusieurs reprises au Ministère d'utiliser les fonds excédentaires pour des activités de restauration de l'habitat, mais toutes ces demandes ont été refusées. « *On nous a dit que cela ne correspondait pas aux objectifs du programme et à la raison d'être de la SRAPA.* »
- Presque tous les participants mènent des travaux liés aux espèces en péril, et souhaitent que ce travail (ainsi que le programme du Fonds autochtone pour les espèces en péril) soit mieux harmonisé avec le programme de la Stratégie relative aux pêches autochtones. « *Peut-être que le tiers du financement d'une entente dans le cadre de la SRAPA pourrait provenir du FAEP pour accroître le travail de nos techniciens.* » Un participant emploie des surveillants pour les espèces en péril. Un autre utilise les fonds pour la protection des espèces en péril afin de financer les plans de rétablissement du saumon.
- Les participants ont différents points de vue au sujet de la mise en valeur des pêches. Plusieurs participent à des travaux en station piscicole, dont certains sont financés dans le cadre de la Stratégie relative aux pêches autochtones. « *En 1994, le MPO avait lancé un programme de développement économique communautaire lié à des installations de mise en valeur, avant de déclarer que la SRAPA ne pouvait pas financer les activités de mise en valeur.* D'autres participent aux travaux de mise en valeur en collaboration avec la province. « *Le MPO finançait auparavant le programme de marquage et de recapture, mais a mis fin à ce financement.* » Certains n'appuient pas les activités de mise en valeur des pêches.
 - Deux participants voudraient que des programmes de fertilisation dans les voies navigables permettent de reconstituer les montaisons de poissons. Un autre participant voudrait procéder à une manipulation pour aider les reproducteurs à atteindre leur destination. Un autre encore doit résoudre certains problèmes de capacité avant de pouvoir participer à des projets de mise en valeur.
- Certains participants mènent des activités d'éducation et de sensibilisation communautaires dans le cadre du programme. « *Je continue toujours à renforcer ma propre capacité à faire ce travail, et j'utilise même des listes d'acronymes et des dépliants pour tout expliquer aux membres de la communauté tout ce qu'il y a à savoir sur le poisson.* »
- Pratiquement tous les participants trouvent que les activités techniques financées dans le cadre du programme ne répondent pas aux besoins de leurs collectivités, surtout en raison d'un financement insuffisant. La plupart des participants voudraient que le programme finance des activités techniques « holistiques », notamment en ce qui concerne la surveillance des activités forestières et leur conformité, les études sur les feux de forêt et les catastrophes environnementales, les relevés de la qualité de l'eau et

d'autres activités de surveillance hydrologique, la recherche scientifique et recherche sur les bassins versants qui sont sensibles aux pêches, les études sur les changements climatiques, les analyses génétiques et les études sédimentaires. « *Nous voulons vraiment élargir la portée de notre programme des pêches et effectuer une surveillance environnementale permettant de relever toute infraction à la Loi sur les pêches.* »

- Les participants s'entendent sur le fait que les secteurs du Ministère doivent collaborer et partager les ressources avec les Premières Nations afin d'élargir la portée du programme de la Stratégie relative aux pêches autochtones dans le but d'améliorer la santé des stocks de poisson, de l'habitat du poisson et des voies navigables dans toute la province. « *Le MPO travaille en silo. Pour que les travaux liés au saumon soient efficaces, il lui faudra commencer à transcender toutes les frontières qui séparent les programmes individuels.* »

Compétences et besoins de formation

- Selon les participants, la formation offerte dans le cadre du programme de la Stratégie relative aux pêches autochtones concerne surtout la sécurité, et non le renforcement des capacités.
 - Plusieurs participants voudraient davantage de formation technique, y compris pour les biologistes au sein des collectivités. « *LA SRAPA devrait financer la formation technique et scientifique en cours d'emploi. En cela, les différentes ententes manquent d'uniformité.* » Un participant est d'avis que la formation devrait montrer pourquoi les données sont collectées et pourquoi certaines méthodes sont utilisées pour les collecter. Un autre participant voudrait qu'il y ait plus de formation sur les bases de données et l'analyse des données.
 - Quelques participants croient qu'il serait nécessaire d'offrir une formation sur la gestion des conflits et du stress. D'autres estiment que le personnel du MPO devrait recevoir plus de formation, tout particulièrement par rapport à la planification de la relève. « *Le personnel du MPO n'a pratiquement aucune compréhension de la culture et les droits des Premières Nations, et cela donne lieu à plusieurs cas de comportement inapproprié qui ne devraient pas se produire.* »

Programme des gardes-pêche autochtones et pouvoir d'application de la loi

- Bien que les ententes d'aucun des participants ne prévoient d'employer des gardes-pêche, la plupart des participants en voudraient dans leur collectivité. « *Nous avons eu des gardes-pêche par le passé; il y en avait d'abord deux, mais il a fallu en garder un seul en raison du manque de financement, puis un seul à temps partiel, et maintenant plus aucun.* »
 - La majorité des participants voudraient aussi que les gardes-pêche ne s'occupent pas uniquement des enjeux liés au poisson. Par exemple, l'un des participants voudrait que le Ministère se penche sur la manière dont le programme pourrait appuyer le projet pilote de garde-pêche lié à l'Initiative de leadership autochtone ou les efforts de conservation de la faune à l'échelle provinciale. « *Ce serait vraiment bien de pouvoir compter sur un gardien qui veille à la conservation du poisson au printemps et en été, puis à la conservation de la faune en automne et en hiver. Il s'agirait alors d'un travail à temps plein.* »

- Certains participants souhaiteraient que les membres de la collectivité puissent faire appliquer les règlements de pêche, alors que d'autres pensent que le Ministère devrait effectuer davantage de patrouilles d'application de la loi dans les différentes régions. *« Pendant quelques années, notre agent des pêches était entièrement seul et ne pouvait donc pas faire de patrouilles. »* Plusieurs participants soulignent que la mise en application de la loi consiste désormais uniquement à observer, consigner, faire un rapport.

Cogestion

« Il est injuste que les eaux soient très poissonneuses pour certains, et pas du tout pour d'autres. Quel est le système en place pour un véritable partage de cette ressource? »

- Plusieurs collectivités ont mis en place leurs propres protocoles de gestion et de conservation des pêches. *« Les gens sont habiles pour savoir à quel moment réduire les pêches, si nécessaire. »*
 - L'une des collectivités décide de la façon dont elle veut que chaque pêche annuelle se déroule, y compris en prenant des décisions en matière de conservation pour chaque espèce et en faisant appliquer ces décisions par des employés chargés de leur mise en application. *« Le MPO n'aurait pas été en mesure de faire adopter une telle mesure. La mise en application fonctionne si la collectivité est impliquée dans le processus. »*
 - D'autres voudraient qu'il y ait plus d'ententes intertribales pour que *« nous sachions qui pêche quoi et soyons au courant des initiatives de conservation individuelles »*.

Comprendre les composantes économiques des ententes

« S'il y a une pêche commerciale, les nations devraient pouvoir trouver le moyen de continuer à pêcher à des fins de subsistance. Cela nécessite des discussions à un échelon supérieur. »

- Les participants ont différentes opinions au sujet de la vente du poisson de consommation. L'un d'eux croit qu'il est illogique d'interdire la vente de poisson de consommation en raison des dépenses pour se procurer ce poisson. *« Nous contournons le problème en embauchant des pêcheurs locaux à qui un salaire est versé en échange du poisson. »* D'autres participants s'inquiètent des répercussions des pêches d'intérêt économique, dont la pêche du saumon en surplus des besoins en géniteurs, sur ceux qui dépendent de ce poisson pour se nourrir. *« Il y a de véritables problèmes moraux à régler, en plus des problèmes techniques et politiques. »*
 - Un participant se préoccupe aussi des répercussions des permis supplémentaires accordés pour les échappées de poissons qui atteignent les pêches intérieures.
- Un participant aimerait que l'argent provenant de la vente du poisson capturé par le Ministère dans le cadre des pêches expérimentales soit versé aux Premières Nations pour *« nous aider à payer les bateaux et autres équipements de pêche »*.

Comprendre les relations

« Nous avons une très bonne relation avec les agents du MPO responsables de l'application des règlements – ils se conforment aux règles que nous avons fixées. »

- Les participants entretiennent différentes relations avec le personnel de Pêches et Océans Canada, et certains affirment que cela dépend en grande partie de la personne elle-même.
 - Certains ont de bonnes relations avec leur agent des pêches. *« Il travaille très bien avec les membres de la collectivité. Cette année, un filet énorme avait été trouvé et il leur a demandé de le couper pour se conformer aux règlements. »* Un autre participant indique que même si l'agent des pêches local visite la collectivité de temps à autre, *« les gens font plus souvent appel à notre coordonnateur pour régler un problème »*.
 - La plupart disent avoir de bonnes relations avec les employés du bureau régional, mais *« ils ne nous informent jamais de l'analyse de nos données »*, et certains ne connaissent pas le personnel lié au programme.
- Presque tous les participants ont des problèmes avec le personnel chargé de l'évaluation des stocks.
 - L'un des participants parle d'une « relation très tendue » depuis qu'on lui a dit, l'année dernière, que sa collectivité ne faisait pas du bon travail pour compter les prises. *« Ils ont jeté certaines de nos données et recompté eux-mêmes. Nous avons compté moins de poissons qu'eux. Moi qui pensais que c'était un bon programme... »* Selon un autre participant, le Ministère calcule une moyenne en se fondant sur un secteur *« où il n'y aurait jamais de poissons »*, même si la collectivité partageait les connaissances locales quant aux endroits de la rivière où pêcher le poisson.
 - Certains participants soulignent un manque de respect de la part des scientifiques du Ministère lorsqu'ils interagissent avec les biologistes et les experts-conseils des Premières Nations. *« Il devrait y avoir un plus grand respect mutuel et un meilleur partage des idées. »* Quelques participants disent avoir envoyé au Ministère des échantillons d'ADN qui *« ont été perdus ou ignorés. »*
 - Un participant dit avoir de la difficulté à transmettre de l'information aux « échelons supérieurs » du secteur des sciences du Ministère. *« Les scientifiques du MPO ont contribué à notre recherche, mais six mois après l'avoir fait parvenir au Ministère, nous n'avons toujours reçu aucune réponse de l'échelon supérieur. »*
- Bien que les relations varient entre les différentes nations voisines, les participants soulignent l'importance de la collaboration entre les tribus pour protéger et partager le poisson. Les participants qui font partie d'un groupe de gestion des ressources aquatiques et océaniques déclarent avoir de bonnes relations avec ces groupes. Plusieurs font également partie du comité technique du Conseil des pêches des Premières Nations.
- Certains participants ont établi des partenariats avec la province pour des activités comme les études sur le changement climatique, les projets de marquage et de recapture ainsi que la restauration de l'habitat du poisson.

Améliorer le programme de la Stratégie relative aux pêches autochtones

« Si on pouvait ajouter une seule chose à la SRAPA, ce serait le financement des plans de rétablissement du poisson. »

- Selon les participants, le meilleur moyen d'améliorer le programme de la Stratégie relative aux pêches autochtones est d'accroître le financement pour :
 - financer les projets qui aident les collectivités à répondre à leurs besoins alimentaires, sociaux et cérémoniels;
 - être en mesure de payer de meilleurs salaires au personnel des pêches et de continuer à renforcer leurs capacités techniques (*« pour que les salaires puissent atteindre un certain niveau, il faudrait couper ailleurs »*);
 - élargir la portée du programme, notamment en y ajoutant un volet de restauration de l'habitat;
 - attirer les jeunes des collectivités vers des carrières liées à la pêche en leur offrant des possibilités de stages et des programmes de mentorat.
- Les participants appuient également l'idée d'augmenter le nombre de partenariats afin de tirer parti du programme de la Stratégie relative aux pêches autochtones. *« Je suis reconnaissant envers la SRAPA pour son financement, mais des partenariats sont nécessaires pour étendre notre programme des pêches et notre travail communautaire. »*
- Certains participants souhaitent une plus grande souplesse quant à la façon dont les fonds peuvent être utilisés dans le cadre du programme. Quelques participants voudraient aussi du financement pour la planification stratégique : *« Nous avons besoin d'une orientation stratégique, car les fonds et le niveau d'expertise actuels ne suffisent pas pour répondre au besoin. »*

Évaluer les réussites

« La réussite serait d'en arriver à une entente avec toutes les nations [du bassin versant] pour partager le poisson équitablement et nous assurer de la santé des échappées de géniteurs. »

- Les participants mesurent le succès du programme selon les indicateurs suivants :
 - leur capacité de répondre aux besoins alimentaires, sociaux et cérémoniels;
 - la démonstration du renforcement des capacités des membres des collectivités *« les différentes compétences de leadership et la manière dont elles sont renforcées dans le cadre du programme »*;
 - des rivières, des ruisseaux, des lacs et des stocks de poissons en bonne santé et entièrement fonctionnels;
 - l'intégration au cœur du programme d'une véritable cogestion de la ressource.